

Outil

DES TRAVAILLEURS

N° 4 - Février-mars 1972 - 2 F

WANTED



A Living Wage

Ils ont gagné

Nouvelles luttes, nouvelles formes d'organisation : des comités de lutte aux comités populaires

Il y a un an, les travailleurs d'un certain nombre d'entreprises se dotaient de nouvelles formes d'organisation, appelée « Comité de Lutte » comme celui de Caterpillar (Grenoble), ou la Base Ouvrière de Flins. Ce n'étaient pas des groupes politiques, réfléchissant aux problèmes de la Révolution et faisant de la propagande, ce n'était pas non plus de « petits syndicats rouges ». C'étaient des regroupements plus ou moins permanents de travailleurs particulièrement combatifs qui, au niveau des équipes, des ateliers, traduisaient en mots d'ordre immédiats la volonté de combat de leurs camarades : « On bloque la chaîne — On occupe — On séquestre ». Bien mieux que les sections syndicales (dont certaines adoptèrent le même fonctionnement, mais la plupart les combattirent) ces comités exprimaient la volonté des travailleurs de prendre en charge leur lutte.

Les jeunes surtout se reconnaissaient dans leur combattivité radicale, dans leur fonctionnement démocratique : voir par exemple le mouvement des élèves infirmières.

Mais quand, en février 72, « L'Outil » a voulu tirer le bilan de ces comités, on s'est aperçu que beaucoup d'entre eux avaient disparu ou s'étaient transformés en noyaux politiques d'entreprise.

Il faut lucidement tirer le bilan : ceux qui espéraient voir ces comités se transformer en organisations permanentes des travailleurs radicalisés ont été déçus. Pourquoi ?

Il y a d'abord une raison objective. Il y a un an, le capitalisme français traversait une phase d'accumulation intensive, il fallait que ça tourne, pour produire toujours plus, pour satisfaire la demande urgente. Les négociations syndicales autour du tapis vert monnaient tous les six mois sous forme de primes l'accroissement des cadences et de l'insécurité. Mais dès qu'un groupe de travailleurs combatifs imposait à la base le contrôle de l'atelier ou de la chaîne sur la marche de l'usine, tout pouvait se bloquer, et les travailleurs étaient en situation de force. Mieux : leur lutte remettait directement en cause l'organisation capitaliste du travail, le travail abêtissant, l'autorité des chefs. Elle traduisait l'aspiration à une autre façon de produire, celle qu'expérimentent (avec combien d'ambiguïtés !) les ouvriers de la Clyde, celle que vivent, à une vaste échelle, les travailleurs de Chine.

Aujourd'hui, ce qui domine, c'est la peur du chômage, dont le patronat sait jouer

pour maintenir la paix sociale par le chantage aux licenciements. Le blocage local de la production n'est plus une aussi grande menace pour un patron qui n'est pas sûr de vendre. Dans ces conditions, ce qu'attendent au moins les travailleurs, c'est que soit négocié au meilleur prix la vente de leur force de travail, ce qui leur permet au moins de survivre.

Dès lors, les vieilles institutions dont s'est dotée la classe ouvrière pour précisément négocier les contrats, les conventions, les statuts : les *syndicats*, redeviennent la bouée de sauvetage pour beaucoup qui avaient perdu confiance en eux. Piètre bouée de sauvetage, trop souvent, comme on l'a vu en Lorraine, comme on l'a vu en Corse où seule l'auto-organisation des téléphonistes a pu contraindre les syndicats à agir, et encore, pour noyer le poisson !

A cela s'ajoute une raison politique : l'espérance que les travailleurs, surtout les jeunes, plaçaient il y a un an dans un bouleversement rapide du rapport de forces, s'est écroulé après l'échec de Renault en mai, de la S.N.C.F. en juin, de la R.A.T.P. à la rentrée. Le mouvement révolutionnaire n'a pas su profiter d'une situation favorable en offrant des perspectives claires, et les masses se retournent maintenant vers les réformistes (P.C.F. et P.S.) qui reviennent au-devant de la scène avec au moins le baratin classique à proposer : « Votez pour nous en 73, ça ira mieux. »

Face à la menace sur l'emploi, quelle réponse offrent-ils aux masses populaires ? Celle qui divise le peuple en individus désarmés au lieu de l'unir : les syndicats défendent les salariés autour du tapis vert, les partis défendent la population autour des urnes. Dans les banlieues où le P.C.F. et la social-démocratie ont appris à étouffer la parole des masses, la voie de l'unité populaire est muselée au profit de la voie de l'unité de la gauche.

Entre les jeunes ouvriers de Flins qui défilaient dans les ateliers en disant : « Ras-le-bol des cadences » et la fille qui défile aujourd'hui sous la pluie, de la Bastille à la République avec une pancarte « Qu'on me donne du travail », il y a bien sûr une différence de date et de conjoncture, mais il y a aussi tout ce qui sépare les mots d'ordre du *contrôle ouvrier* et la pratique syndicale traditionnelle, tout ce qui sépare la *remise en cause révolutionnaire du système capitaliste* et la lutte pour des réformes dans le cadre du système, la différence entre « *Changer la vie* » et « *Pour en sortir* ».

Mais on aurait tort de croire que la bourgeoisie et ses valets réformistes ont gagné. Le feu couve sous les cendres, derrière la démobilisation apparente des masses et la retraite des révolutionnaires dans le travail localiste. Pas une semaine ne s'écoule sans qu'ici ou là éclate, ignorée par la presse, une grève sauvage avec occupation, sans qu'un cadre ou un patron soit séquestré.

Nous devons apprendre à discerner ce qui naît, ce qui se développe, ce qui peut transformer une défaite en victoire.

D'abord, les travailleurs n'ont pas fait en vain depuis 68, l'expérience de leur pouvoir de décider, d'imposer en dehors de la légalité. Les principes de la démocratie de masse sont mieux assimilés : assemblées générales du personnel, comités de grèves élus et révocables, refus de la légalité bourgeoise (cf. Henri Mondor, Ericson). Certaines sections syndicales se radicalisent et engagent durement la lutte (cf. Heurtey, Sovirel).

Mais surtout, ce qui apparaît ici et là, c'est le *relais populaire* à la lutte dans l'usine : à St-Omer dans le Nord, à Thionville, à Moyeuve dans l'Est, au Larzac, c'est l'ensemble du peuple, les travailleurs, les femmes, les lycéens, les commerçants qui, se sentant menacés, se mobilisent contre les licenciements et l'exploitation capitaliste. A la Faculté des Sciences de Paris, à Férodo, c'est d'une toute autre manière qu'en 68 que se concrétise la liaison travailleurs-étudiants. Ce qui naît et se développe, ce sont des comités de soutien, des comités populaires. Ce qui peut transformer la défaite en victoire, c'est l'unité populaire autour de la classe ouvrière en lutte.

Ce que l'unité populaire remet en cause, ce n'est pas seulement le pouvoir discrétionnaire du patron dans la boîte, c'est le scandale permanent du capitalisme qui, pour sauver ses marges de profit, opprime le peuple, brise des familles et déporte des régions entières.

Mais, de même que le cœur du capital bat dans les usines, c'est autour de la classe ouvrière que doivent se regrouper toutes les couches opprimées, car ce sont les travailleurs qui porteront les coups mortels. La grève des mineurs anglais nous donne une idée de leur pouvoir !

L'ambition de « L'Outil », c'est d'aider les travailleurs à prendre conscience de leur force... et de leurs responsabilités.